



Solidaires des agent·es municipal·es de Saint-Denis en lutte pour leurs droits !

L'intersyndicale départementale de Seine-Saint-Denis CGT, FSU, Solidaires et UNSA apporte tout son soutien aux agent·es municipal·es de la mairie de Saint-Denis en grève depuis le vendredi 2 octobre contre la casse de leurs acquis sociaux.

ATSEM, agent·es de cantine, animateurs et animatrices des centres de loisirs, puéricultrices des crèches, éducateurs et éducatrices sportifs, personnels soignants des centres de santé, assistantes sociales, agent·es d'entretien, infirmier·es des CMS, agent·es de l'état civil, enseignant·es du conservatoire qui assurent les services publics au quotidien et l'ont fait y compris pendant la crise sanitaire voient leurs droits injustement attaqués par la nouvelle municipalité.

Comme dans beaucoup d'autres dans notre département, ces personnels subissent des conditions de travail souvent pénibles et pour de faibles rémunérations dans une ville touchée de plein fouet par la crise sanitaire du Covid 19 et dont la population a augmenté sans que les effectifs municipaux ne suivent. La priorité devrait être la revalorisation des personnels et l'amélioration de leurs conditions de travail alors que mal être et accidents de travail se multiplient.

Loin de cela la municipalité s'attaque aux primes et aux congés des personnels, veut allonger le temps de travail des agent·es... tout en augmentant l'indemnité du maire de 1360 euros par mois. Elle veut mettre en place des méthodes de managements « des uns contre les autres ». Par ailleurs, en refusant de recevoir l'intersyndicale et en se murant dans le silence, elle porte la responsabilité de la désorganisation du service public communal.

Les agent·es municipal·es et les habitant·es de Saint-Denis ont droit à des services publics de qualité et qui respectent les personnels qui y travaillent.

Avec les agent·es en grève nous exigeons le retrait sans délai de la réforme de leur temps de travail et de de leurs primes et l'ouverture immédiate d'un véritable dialogue social constructif et apaisé.

Bobigny le, 13 octobre 2020.